



Chers Collègues,

Nous vous remercions d'avoir répondu présent à l'appel à la mobilisation pour défendre les conditions de travail et d'accueil dans les établissements du jeune enfant et pour la défense des services publics.

Nous sommes nombreux à ne plus pouvoir accepter d'être maltraité par le Gouvernement et par nos employeurs.

L'actualité des dernières semaines l'aura à nouveau démontré, le dérèglement climatique a bien des conséquences désastreuses pour les enfants, les femmes et les hommes qui subissent les catastrophes comme en Ardèche, dans la Loire ou plus récemment à Valence, en Espagne.

Le savez-vous ? En Espagne, dans la province de Valence, le gouverneur issu d'une coalition de droite et d'extrême droite (comme le gouvernement minoritaire et illégitime en France) a liquidé le service météo régional, supprimé des centaines de postes de pompiers, démantelé la protection civile.

Services publics en moins = catastrophes humaines en plus.

Si nous laissons faire le nouveau ministre de la Fonction publique, si on laisse faire le gouvernement, nous risquons d'avoir des situations identiques dans toute la France !

Oui, vous fonctionnaires et agents du service public vous êtes une richesse.

Vous attaquez comme le fait le ministre, en remettant en cause vos droits, en vous pénalisant en cas de maladie, en vous stigmatisant, en poursuivant le gel des traitements, cela a un objectif : pousser aux privatisations, multiplier les délégations de services publics, les concessions aux opérateurs privés qui se gavent depuis des décennies d'argent public au détriment de l'immense majorité de la société. On livre les services publics aux appétits des grands groupes financiers.

On a vu le résultat de cette politique désastreuse avec le scandale des crèches et des EHPAD privés. Bébés et anciens maltraités, fonctionnaires méprisés : ce modèle de société, on n'en veut pas !

Les attaques portées aux fonctionnaires pleuvent de nouveau via le nouveau ministre de la Fonction publique, à savoir trois jours de carence, 10 % de diminution de salaire pendant les 90 premiers jours d'arrêts maladie, suppression de la GIPA, augmentation de salaire au mérite, réduction des moyens de certaines collectivités à hauteur de 5 milliards d'euros, rapport de la Cour des comptes préconisant la suppression de 100 000 postes dans les collectivités, attaque sur la CNRACL et même la proposition du groupe Horizon de supprimer le CNFPT.

Cependant, les entreprises du CAC 40 ont versé 97,1 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires cette année ! Ce chiffre est à comparer aux 180 milliards d'aides publiques versées aux entreprises, ce qui tend à démontrer que ces aides passent directement des caisses de l'État aux poches des actionnaires.

En 20 ans, les dividendes ont été multipliés par 4,5 ! En trois ans, les rémunérations des PDG du CAC 40 ont augmenté de 27 %.

À titre de comparaison, si la valeur du point d'indice avait augmenté de façon similaire dans la même période, elle avoisinerait aujourd'hui les 27 euros brut. À la vue de ces chiffres, la CGT dénonce la suppression de l'ISF et le manque de recettes induites.

Ajoutés aux 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales, nous avons là quelques exemples d'éléments factuels qui démontrent que le financement des revendications et propositions du monde du travail est bel et bien possible.

Le traitement des fonctionnaires est gelé depuis des années, entraînant une perte de 28 % de pouvoir d'achat depuis l'an 2000 : exiger le point d'indice à 6 euros est une mesure de justice sociale

Avec le passage aux 1 607 heures, le gouvernement nous a volé des heures, des jours de congés. L'an passé, le Président de la République nous a imposé sa réforme des retraites, nous obligeant à travailler deux années de plus sur notre carrière. Et maintenant, le ministre veut nous imposer trois jours de carence et une baisse de 10 % de traitement dès le quatrième jour d'arrêt sur les trois premiers mois de maladie.

De nombreuses voix dans le corps médical s'inquiètent parce que ces mesures vont inciter les agents à aller travailler en étant malades, souffrants, avec les conséquences que l'on imagine, pour eux, pour les autres, leurs collègues, les usagers et ceux au détriment des questions de santé publique.

Non content de poursuivre avec la loi de Transformation de la fonction publique (loi du 6 août 2019) dont l'objectif principal est de permettre aux collectivités de faire des économies sur la masse salariale des fonctionnaires, le ministre veut reprendre le projet de loi de son prédécesseur qui prévoyait notamment le salaire au mérite, c'est-à-dire à la tête du client, et des mesures pour réduire nos droits collectifs statutaires.

Toutes ces mesures induisent un encadrement de plus en plus agressif et violent... de plus en plus d'agents, de cadres craquent... la santé au travail se dégrade. L'objectif de ce gouvernement est bien le démantèlement de la Fonction publique.

Les employeurs territoriaux protestent et ils ont raison mais il y en a assez d'entendre dire : « *On n'a pas le choix.* ». Cela est purement inacceptable quand on repense aux millions d'euros d'argent public donnés aux entreprises sans aucunes contreparties.

Le gouvernement n'a toujours pas compris le message des urnes : sans changement de cap politique, comme son prédécesseur, il ne pourra pas dire qu'il n'a pas été prévenu, il prend le risque de laisser les clés de la république à l'extrême droite. Il en assumera la responsabilité !

L'heure est à l'engagement d'une contre-offensive des fonctionnaires

=> Abrogation de la réforme des retraites ;

=> Abrogation de la loi de Transformation de la fonction publique ;

=> Abandon définitif du projet de loi Guerini ;

=> Suppression du jour de carence ;

=> L'amélioration des conditions de travail et d'accueil dans nos services publics

Et augmentation du point d'indice à 6 euros !

On lâche rien

On se retrouve le 5 décembre pour faire entendre nos revendications